BCHR Newsletter

Septembre 2018
N°35

Image tirée de: https://tinyurl.com/ybm7e4nq

Le Réseau BCHR

Le Réseau BCHR est heureux de vous présenter ce bulletin qui fournit un grand éventail d'informations sur le travail de réseau et ses membres. L'objectif principal de ce bulletin est de: a) partager des informations sur le travail du réseau et de ses membres, et b) renforcer la coopération et la coordination entre les membres du réseau et les autres parties intéressées.

- Cliquez ici pour en savoir plus sur le réseau BCHR.
- Cliquez ici pour une liste complète des membres du réseau BCHR.

INDICE / Newsletter

1. Annonces du Réseau **4**
Vous avez un rendez-vous le 29 novembre à Genève: Conférence annuelle du BCHR.

2. Autres annonces..... **5**
a. Consultations publiques et appels à communications..... **5**
b. Evènements, atteliers et cours..... **5**
c. Nouvelles ressources de la bibliothèque..... **6**

3. Nouvelles internationales..... **8**

4. Blogs et opinions..... **10**

5. À propos de notre réseau..... **11**

6. Campagnes..... **12**

7. Partage et publication de documents..... **13**

Annonces du réseau

• Rappel rapide: nous ne sommes plus qu'à un mois de notre prochaine conférence annuelle. Inscrivez-vous maintenant!

Le réseau BCHR est heureux d'annoncer sa conférence annuelle qui se tiendra le 29 novembre à Genève. Veuillez consulter notre programme préliminaire avec des experts et des praticiens exceptionnels issus de différentes disciplines, organisations et territoires.

En réunissant un large éventail d'acadímiciens, de praticiens et d'ONG, nous sommes en mesure d'aller au coeur des grands problèmes. Les points forts incluent:

- Présentation de SHERPA sur la responsabilité juridique des entreprises situées dans des zones de conflit en ce qui concerne des cas tels qu'Amesys.
- Participer à un débat sur les entreprises et la justice transitionnelle.
- Un large éventail de perspectives et d'histoires de succès sur la manière de créer des sociétés responsables au Sahara Occidental.
- Comment différents outils et guides émergent dans le domaine des entreprises et des conflits.
- Participer à une consultation visant à soutenir le nouveau projet du Groupe de travail sur la mise en œuvre des Principes Directeurs dans les situations de conflit et d'après conflit.

Vous pouvez voir tous les détails des intervenants confirmés, des thèmes clés et des points de l'ordre du jour **ici**.
Nous avons hâte de vous voir en novembre!

• Le réseau BCHR a participé à l'atelier d'experts "Élaborer des orientations sur les entreprises et les droits de l'homme dans les zones de conflit et d'après conflit", organisé par le Groupe de travail des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme le 4 octobre à Genève.

Le Groupe de travail des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme s'apprête à lancer un projet sur la mise en œuvre des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme dans les situations de conflit et de post-conflit, et le réseau a été invité à participer à un atelier préliminaire d'experts pour soutenir le développement. de la feuille de route pour le projet. Ce projet se déroulera de 2018 à 2020 et visera à identifier et à clarifier les options politiques pour les États et les entreprises tout au long du cycle du conflit, conformément aux Principes directeurs et aux meilleures pratiques internationales.

• Conférence internationale 'Private Military and Security Actors in "Moderns Wars": Perspectives, Consequences and Strategies to ensure Human Security'.

La conférence internationale se tiendra à Barcelone les 21 et 23 novembre 2018.

L'objectif de cet événement organisé par NOVACT, le Centre Delàs d'Estudis per la Pau avec le soutien de la mairie de Barcelone, de l'Institut International Catalan pour la Paix et du réseau BCHR est de sensibiliser le public sur la participation accrue d'acteurs privés dans les guerres et les situations de conflit pour renforcer le travail conjoint avec les organisations de la société civile en vue de jeter les bases de la création d'un centre international pour faire face à la privatisation de la guerre et de la sécurité.

L'événement est ouvert aux universitaires, aux groupes de réflexion, aux représentants d'organisations de la société civile et / ou aux activistes. Nous encourageons particulièrement de la participation des membres du réseau BCHR.
Pour plus d'informations sur l'ordre du jour final et la liste des intervenants, veuillez contacter: **leticia@novact.org**

Autres annonces

A. CONSULTATIONS PUBLIQUES ET APPELS À COMMUNICATIONS

• 4ème Sommet des jeunes chercheurs en entreprise et droits de l'homme à Saint-Gallen, en Suisse

Date limite: 1er novembre

L'Institute of Business Ethics de l'Université de Saint-Gall, le Business and Human Rights Center de la Stern School of Business de l'Université de New York et le Business and Human Rights Journal (BHRJ) ont le plaisir d'annoncer le 4ème Sommet. de jeunes chercheurs en droit des affaires et des droits de l'homme à Saint-Gall, en Suisse, du 11 au 12 avril 2019. Le Sommet réunira environ 10 à 15 étudiants en doctorat et chercheurs postdoctoraux Recherche dans le domaine des entreprises et des droits de l'homme. L'objectif est que les participants présentent leur projet de recherche dans un environnement d'atelier collaboratif et interdisciplinaire. Toutes les disciplines sont invitées à postuler, y compris: l'éthique, le droit, le commerce et les affaires internationales.

Pour en savoir plus

B. EVÈNEMENTS, ATELIERS ET COURS

• Normes internationales du travail et responsabilité sociale des entreprises: comprendre les droits des travailleurs dans le contexte de la diligence raisonnable

Date: 08 au 12 octobre

Lieu: Centre de Turin

Ce cours vise à renforcer la capacité des participants à comprendre les principes des normes internationales du travail de l'OIT en ce qui concerne les activités de l'entreprise et la diligence raisonnable en matière de droits des travailleurs, ainsi que la manière dont ces principes peuvent être mis en œuvre de manière plus efficace dans les chaînes d'approvisionnement.

Pour en savoir plus

• ODD et initiatives pour des chaînes d'approvisionnement mondiales durables

Date: 30 octobre

Lieu: Comité économique et social européen (CESE) Bâtiment Jacques Delors, salle JDE62, rue Belliard, 99-101 B-1040 Bruxelles.

Cette conférence a pour objectif de partager des expériences sur les instruments et initiatives nationaux en faveur de chaînes d'approvisionnement durables et d'explorer les moyens de les développer au niveau de l'UE. Comment promouvez-vous une conduite responsable des entreprises dans les chaînes de valeur internationales? Dans quelle mesure les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et les principes directeurs de l'OCDE relatifs aux entreprises multinationales sont-ils compatibles avec les politiques existantes?

Pour en savoir plus

• Atelier sur les entreprises et les droits de l'homme

Dates: 2 au 3 novembre

Ce cours introductoire aux entreprises et aux droits de l'homme est destiné aux professionnels du droit, de la finance, du développement et de la défense des droits de l'homme. Cet atelier porte sur la manière dont les entreprises affectent les droits de l'homme et comment elles peuvent gérer ces impacts. Grâce à des exercices de groupe basés sur des cas réels, les participants à l'atelier seront familiarisés avec la pratique des droits de l'homme au sein d'une entreprise, notamment: évaluations d'impact sur les droits de l'homme, gestion des risques, communication interne et externe, participation des les parties prenantes et l'établissement de normes collaboratives à travers des initiatives avec plusieurs participants. Il vise à reproduire des conditions réelles par le biais de techniques de modélisation de l'engagement et du dialogue des parties prenantes dans un environnement d'apprentissage participatif et fondé sur la confiance.

Pour vous inscrire et pour plus d'informations, visitez: http://www.humanrightscolumbia.org

C. NOUVELLES RESSOURCES BIBLIOGRAPHIQUES

• Bulletin d'information trimestriel sur la responsabilité d'entreprise: responsabilité de la société mère pour les abus extraterritoriaux

Auteur: Centre d'information sur les entreprises et les droits de l'homme

Les faits saillants du trimestre incombent à la société mère pour les abus extraterritoriaux. L'absence de garanties procédurales et d'indépendance judiciaire, ainsi que le faible respect de la législation, peuvent limiter considérablement l'accès aux mécanismes de recours judiciaires pour les victimes d'atteintes aux droits humains commises par des sociétés lorsqu'elles déposent des réclamations contre des filiales dans le pays où le dommage est survenu (État hôte).

Pour en savoir plus

• La Fondation Shiva lance des outils en ligne pour l'industrie hôtelière

Auteur: Fondation Shieva

La Shiva Foundation està llançant el pla Stop Slavery i una eina gratuïta en línia per a la indústria hotelera. El conjunt d'eines, que inclou orientació, plantilles i capacitació, proporciona mesures pràctiques per abordar algunes de les principals àrees de risc pel que fa a l'esclavitud moderna a la indústria. Aquest conjunt d'eines es llança seguint una àmplia gamma de coneixements de tot el sector.

Pour en savoir plus

• Des questions pour aider les entreprises à respecter et à protéger les droits de l'homme dans les territoires occupés

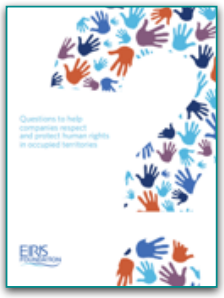

Image tirée de: https://tinyurl.com/yd8t9rps

Auteur: Eiris Foundation

Ce document vise à commencer à combler cette lacune en offrant aux entreprises des indications supplémentaires sur la manière dont des cadres tels que les principes directeurs et les principes directeurs de l'OCDE pour les investisseurs peuvent être appliqués dans deux des secteurs d'activité les plus en vue du monde: la Crimée et les territoires palestiniens occupés.

Pour en savoir plus

• Consentement libre, préalable et éclairé dans les industries extractives en Afrique du Sud

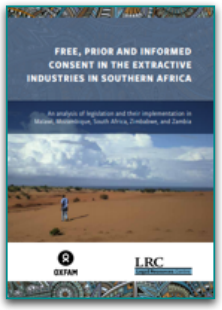

Image tirée de: https://tinyurl.com/ybm7e4nq

Auteur: OXFAM et Legal Resources Center (LRC)

Le pouvoir de donner ou de refuser son consentement aux projets des industries extractives est un outil essentiel pour aider les communautés à défendre leur droit de participer aux décisions de développement qui les concernent. Pour les peuples autochtones, le droit au consentement libre, préalable et éclairé est reconnu par le droit international et exige qu'ils soient informés des projets susceptibles d'affecter leurs terres, leurs ressources et leurs autres droits en temps opportun, sans contrainte ni manipulation, et qu'ils aient le droit de: possibilité d'approuver ou de rejeter un projet avant le début des activités.

Pour en savoir plus

Nouvelles internationales

• Margarito Díaz González, militant écologiste pour l'environnement, assassiné à Nayarit, au Mexique

Date: 14 septembre / **Source:** Somos el Medio

La Commission nationale des droits de l'homme dénonce l'assassinat de Margarito Diaz Gonzalez, défenseur de l'environnement et des sites sacrés Wixarika, et a demandé au gouvernement de l'État de Nayarit de mettre en œuvre des mesures de protection pour sa famille.

Pour en savoir plus

• Les mineurs: un grand défi pour l'industrie minière à Busia

Date: 5 septembre / **Source:** Oil in Uganda

Sur le site de traitement de l'or du nouveau conseil municipal de Tiira, dans le sous-comté de Sikuda, un groupe de jeunes et d'enfants tentant d'extraire des particules d'or s'entassent sur des fontaines remplies d'eau. Les enfants grandissent avec la conviction que l'extraction de l'or est la source de revenu familiale. Il est donc normal de trouver des enfants qui travaillent dans des mines ou des centres de traitement.

Pour en savoir plus

• Bloody Jades: le côté obscur des échanges commerciaux du Myanmar avec la Chine

Date: 8 septembre / **Source:** Channel News Asua

Le commerce de jade entre le Myanmar et la Chine représente environ 30 milliards de dollars par an, environ la moitié du PIB du Myanmar. Mais l'exploitation du jade est une activité tachée de sang qui repose sur la toxicomanie, le travail forcé et la destruction massive de l'environnement. Qui devrait être responsable du côté obscur du jade?

Pour en savoir plus

• Une ONG et un syndicat brésiliens demandent une médiation dans le PCN brésilien avec les principaux vendeurs de café Starbucks, Nestlé, Jacobs Douwe Egberts, entre autres

Date: 21 août / **Source:** OECD Watch Group

Le 21 août 2018, le syndicat ADERE MG et l'ONG Conectas Human Rights ont déposé une plainte auprès du PCN brésilien contre six marques de café multinationales. Les plaignants allèguent que Nestle, Jacobs Douwe Egberts, Starbucks, McDonald, Dunkin Donuts et Illy n'ont pas pris des mesures appropriées pour faire face aux risques de travail forcé et d'autres violations des droits de l'homme dans leurs chaînes d'approvisionnement. Les PCN des pays d'origine des entreprises concernées (États-Unis, Pays-Bas, Suisse et Italie) ont également été informés de la plainte.

Pour en savoir plus

• La Colombie accuse 13 anciens dirigeants de Chiquita d'avoir commis des centaines de meurtres

Date: 1er septembre
Source: Colombia Reports
Le bureau du procureur colombien a annoncé qu'il accuserait plus d'une douzaine d'anciens dirigeants de Chiquita d'avoir utilisé des escadrons de la mort pour augmenter leurs profits. Dans un communiqué de presse, l'accusation a déclaré qu'il y avait 13 anciens dirigeants de Chiquita, dont trois américains, un costaricien et un hondurien.

Pour en savoir plus

• Trump a suspendu la provision Dodd-Frank de "minerais en conflit". Probablement positif pour le Congo

Date: 27 septembre
Source: Environmental Peace Building
La plupart des Américains voient dans la loi Dodd-Frank de 2010 un puissant effort de réglementation du secteur des services financiers pour éviter une nouvelle récession mondiale. Mais il existe une disposition quelque peu obscure concernant le Congo et que l'administration Trump a déjà annulée. Et c'est probablement une bonne chose pour le Congo, car cette disposition avait des conséquences imprévues et inquiétantes et n'aidait pas à réduire le conflit, comme prévu.

Pour en savoir plus

• L'avocat Steven Donziger a déposé une plainte en matière de droits de l'homme alléguant que la branche judiciaire américaine ne l'a pas protégé de la campagne de vengeance de Chevron

Date: 25 septembre
Source: CSR Wire
Le célèbre avocat militant des droits de l'homme Steven Donziger, qui a aidé les communautés pauvres de l'Amazonie équatorienne à réaliser une campagne de plaidoyer contre Chevron pendant plus de 25 ans, a déposé une requête auprès de la Commission interaméricaine des droits de l'homme. La pétition explique en détail comment Donziger a été victime d'une campagne massive de représailles et d'attaques dans les médias de la part de Chevron.

Pour en savoir plus

Blogs et opinions

Article de Surya Deva

Que faut-il pour être un bijoutier responsable?

L'exploitation de l'or a eu comme conséquences de graves atteintes aux droits humains, notamment le travail des enfants, des conditions de travail, des expulsions forcées et une pollution nocive. Human Rights Watch a documenté de tels abus aux Philippines, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Ghana, au Mali, au Nigéria, en Tanzanie, en Ouganda et en Érythrée.

Pour en savoir plus

Article de Siddharth Kara

Lettre ouverte à quiconque utilise un smartphone, conduit une voiture électrique ou vole en avion

Des entreprises comme Apple, Google, Samsung, Tesla, Boeing et bien d'autres encore qui achètent du cobalt en République démocratique du Congo sont conscientes des conditions terribles dans lesquelles ce minerai est extrait, mais personne ne semble vouloir remédier à la situation. Ne vous y trompez pas: la chaîne d'approvisionnement en cobalt du Congo est tachée de sang et de misère.

Pour en savoir plus

Campagnes

- **Groupe de travail anti-slapp: protéger la protestation**

Les tribunaux sont pour ceux qui cherchent la justice, pas de vengeance. Un nombre croissant d'entreprises, de cabinets d'avocats et de particuliers tentent de faire taire leurs critiques en présentant des "revendications stratégiques contre la participation du public". Ces procès violent les droits du Premier Amendement de ceux qui disent la vérité au pouvoir.

Pour en savoir plus

À propos de notre réseau

Le Réseau rassemble des chercheurs, praticiens et membres d'ONG de différents domaines dans le but de rechercher et d'analyser le rôle des entreprises dans les situations de conflit produisant des violations des droits de l'homme et tout autre impact négatif social et environnemental ainsi que d'autres conséquences négatives. Il examine également le rôle potentiel des entreprises dans la construction de la paix.

Le Réseau se penche sur les causes, la dynamique et les conséquences de l'implication des entreprises dans les conflits armés et la répression systématique de l'État, ainsi que sur les réponses existantes ou potentielles à ces engagements à la lumière des responsabilités de tous les acteurs concernés et des efforts internationaux et locaux en cours pour élaborer et appliquer des initiatives et des lignes directrices appropriées.

Partage et publication de documents

Vos commentaires et suggestions sur la façon dont le bulletin BCHR peut mieux servir les besoins et les intérêts du réseau ainsi que ceux de ses membres sont les bienvenus. Nous vous invitons gentiment à partager ce bulletin avec les universitaires, l'ONG et les praticiens qui pourraient s'intéresser à son contenu.

Si vous vous intéressez à contribuer aux prochaines éditions du bulletin, n'hésitez pas à nous contacter à maria.prandi@networkbchr.org.